



**Regroupement des Institutions du Système
de Financement Décentralisé du Congo**
Association Professionnelle de Microfinance

**RAPPORT DE MISSION
DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE
DE PARIS SUR LA MICROFINANCE**

THEME :

**« ELARGIR L'ACCES A LA MICROFINANCE :
ENJEUX ET ACTEURS »**



Alphonse KISOLOKELE
Président du RIFIDEC

Août 2005

Par leur lettre d'invitation du 23 mai 2005, les ministres Michel Barnier, des affaires étrangères français, Yves Darcos de la coopération au développement et Thierry Breton de l'économie, des finances et de l'industrie de la République française, ont invités le président du Rifidec à participer à la conférence internationale sur la microfinance. Ainsi, suivant l'ordre de mission n°009/2005 du 18/06/2005 nous avons eu l'opportunité d'assister à ladite conférence Internationale de Paris avec comme thème central, *la manière d'élargir l'accès à la microfinance* auprès des populations eu égard aux enjeux compris dans les Objectifs Du Millénaire qui se rapproche, avec les enjeux socio politique d'une part et d'autre part à l'accès des tous les acteurs de terrain aux sources de financement, au niveau macro, méso et micro, par le truchement de la microfinance.

La conférence s'est déroulée en trois parties :

A/ La première partie a été consacrée aux plaidoyers sur l'importance de la microfinance dans la lutte contre la pauvreté, à l'accomplissement des objectifs du millénaire en général ainsi qu'aux stratégies politiques mise en place pour améliorer les différentes interventions (en qualité et en volume) dans le secteur.

B/ La seconde partie de la conférence, quant à elle, a concerné la connaissance et les échanges pratiques sur les modes d'intervention dans le secteur et elle s'est organisée en forum d'échange pratique en ateliers.

C/ Un troisième volet, consacré à la création de nouveaux partenariats avec le secteur financier, avait été prévu à Frankfort en Allemagne mais malheureusement pour des raisons de logistique d'accueil nous n'avons pu assister à cette dernière. Néanmoins nous avons été associé aux préparatifs d'autres activités de lutte contre la pauvreté, la campagne « Live Aid » du 2 juillet 2005 et la campagne « Plus d'excuses » en préparation au sommet du G8 devant se tenir en Ecosse à Green Eagles du 6 au 7 juillet 2005 et qui sera consacré au financement de la lutte contre la pauvreté dans le tiers monde et plus particulièrement en Afrique.

A/ 1^{ère} PARTIE : LES PLAIDOIRIES SUR L'IMPORTANCE DE LA MICROFINANCE

A.1. 1^{ère} session *Plaidoiries politiques d'ordre général*

Le bal a été ouvert par le Professeur Dr Muhammad Yunus de la Grameen Bank (Bengladesh) qui est intervenu pour parler des différentes expériences de par le monde qui confirme l'efficacité de la microfinance dans la lutte contre la pauvreté, entre autre l'exemple de la Grameen Bank. En effet, nées sur les échecs des banques de développement qui ont démontrée leurs faiblesses dans l'appropriation des politiques et des programmes mis en place pour la lutte contre le sous développement, la microfinance s'est avéré comme une arme efficace et intégrante dans la lutte contre la pauvreté et le sous-développement.

Quant à Mr Eduardo Bazoberry de la FFP Prodem SA de la Bolivie, ce dernier a tenu à partager l'expérience fulgurante de sa banque qui, a l'origine, n'était qu'une *Imf* et qui compte aujourd'hui parmi les plus grande banque de développement de l'Amérique du sud. Cette expérience est très intéressante par, sa spécificité, pour les pays africains.

Quant a Monsieur Driss Djettou, premier ministre marocain, il a parler de l'expérience de son pays qui, par le dialogue publique et privé ainsi que la cohésion dans le secteur a permis l'éclosion d'un système financier accessible aux pauvres, a permis la démocratisation des finances et le développement de la culture du crédit et de l'épargne et ainsi entraîner une lutte réaliste contre l'exclusion. Avec les conséquences favorable au développement de la société qui sont :

- La transformation politique et sociale (dans un pays ou la tentation vers l'intégrisme est très forte)
- L'éclosion d'une société civile très forte et citoyenne ;
- Le développement d'une nouvelle forme d'économie « l'économie solidaire »

Par ailleurs, les effets induits de cette politique de microfinance intégrante sont la spécialisation professionnelle dans les campagnes, la viabilité financière, le développement de la transparence(garantie de la solvabilité), un large déploiement territorial et un large portefeuille client. A cet effet, les taux de remboursement des crédits dans le secteur, grâce au système de l'économie solidaire sont plus élevés que dans le secteur bancaire occidental.

Il a terminé son propos en disant que la microfinance n'est pas la seule réponse à considérer dans la lutte contre la pauvreté et qu'il faudrait dans une suite logique l'intégrer dans une politique globale incluant l'éducation, la formation, la santé, les assurances etc..

Quant à Monsieur Abdou Diouf, Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie, ce dernier a stigmatisé les efforts que la Francophonie a consenti pour la formalisation d'un secteur informel africain dynamique et qui continue à échapper, pour la plupart à ce jour, aux instances publiques de supervision. Pour lui, l'urbanisation rime avec monétarisation ainsi que cohésion sociale et politique et pour cela il faut utiliser la microfinance qui est un outil important de cohésion sociale ainsi améliorer la participation des pays les plus pauvres dans le concert des nations.

Le président de la République française, Mr Jacques Chirac, a quant à lui voulu conclure la première partie des plaidoiries sur l'état de lieux de la pauvreté dans le monde en général et dans les pays en voie de développement en particulier dans un premier temps et dans un deuxième temps sur les stratégies mises en place pour stopper la pauvreté à tous les niveaux (micro, méso et macro). A cet effet, il est revenu sur l'initiative française sur la fiscalisation des transports aériens en vue de financer la lutte contre la pauvreté.

Par ailleurs, il a fait le vœu de se faire le porte-parole des exclus (africains) lors de la prochaine réunion du G 8, devant se tenir à Green Eagles en Ecosse au début du mois de juillet 2005. Il a, à cette occasion recensé les ressources dont a besoin cette lutte à court et moyen terme. A titre d'exemple le NEPAD a besoin de 1 milliard de dollars de ressources supplémentaires/an, quant à l'aide publique au développement en général, celui-ci doit affecter pour toute l'Afrique plus ou moins 25 milliards de dollars supplémentaire/an. Ceci explique l'opportunité de la mise sur pied, au niveau européen et mondial des nouvelles sources de financement pour continuer cette lutte.

A.2.2ème session : Quelle demande pour la microfinance ? Etat des lieux, impact et nouvelles frontières géographiques et sectorielles

Présider par Jean Michel Severino du groupe de l'AFD (France) avec comme présentateurs Mr Graham A.N. Wright de Micro Save/Kenya ; cette partie de la session s'est concentrée sur la manière de protéger les intérêts des institutions qui octroient les crédits, des différents clients de ces institutions et de toute l'industrie de la microfinance. En conclusion, la microfinance a un rôle clé dans l'accomplissement des objectifs de développement du millénaire eu égard à

la diversité des secteurs qu'il couvre, du rapport qualité/prix ; mais la condition sine qua non demeure « **la structuration des besoins divers des pauvres** »

Le premier intervenant fût Mr BEROFF CHAO, qui est intervenu pour parler « des difficultés de pénétration de la microfinance dans le monde rural ». A son avis, si la demande reste à ces jours très faible, ou plutôt pas du tout satisfaite (le déficit étant de 1 milliard de personne) c'est parce que le marché a failli à l'identification des besoins du monde rural et ainsi n'a pas rendu les services voulu à ces pauvres clients. Pour ce faire, il faut :

1. Faire confiance aux personnes clientes car la réponse à donner doit être inclusive.
2. Améliorer le taux de pénétration de la microfinance dans le monde rural en vue d'améliorer la réponse à cette demande (taux actuelle est de 5%)
3. Identifier les autres demandes spécifiques de service de la microfinance.

Exemples :

- demande rurale négligé jusqu'à ce jour
- demande des jeunes sans emploi en ville
- demande des populations migrantes

Nous devons connaître les clients ruraux de façon à leur apporter le service financier dont ils ont besoin. Exemple : il y a 20 ans, par ignorance, les femmes étaient considérées comme insolvables mais aujourd'hui il s'avère qu'elles sont des brillantes managers des crédits.

Mr Nouredinne Ayouch, le second intervenant, de la fondation Zakoura au Maroc, a quant à lui parler « des forces et limites du micro crédit », à cet effet, il a proposé un train des recommandations pour essayer de dépasser les contraintes du micro crédit :

- Passer du crédit solidaire au crédit personnel en essayant de favoriser la formation pour la création d'emploi
- Dans le monde rural créer des services publics adduction d'eau et électricité par le micro crédit, la création des activités génératrices des revenus comme le publiphone, le tourisme rural etc....
- Education, la formation, éducation sanitaire, etc..
- La mise sur pied des sketches par et pour les clients du micro crédit

A.3. 3^{ème} session : *Le rôle clé des états et des banques centrales, création d'un environnement porteur*

Sous la présidence Mr Nemat Shafik du DFID (Royaume Uni) et comme présentateur Mr Nick Stern du ministère des Finances et de l'économie (Royaume Uni), la deuxième session de la conférence a consisté à la définition et l'analyse du rôle des gouvernants, du législateur ainsi que de ceux chargé de la supervision dans la mise en place d'un environnement porteur pour la microfinance dans les pays concernés.

Le premier panéliste qui est monté au créneau est Mr Wolday Amha Président du conseil d'administration de l'AFMIN (African microfinance network) ce dernier a parlé de l'expérience éthiopien et l'implication de la société civile représenter par opérateurs du secteur dans la formulation des différentes loi et des règlements de supervision.

Quand à Mr Jacques Trigo(ministre honoraire des Finances de Bolivie), le deuxième panéliste, ce dernier a parlé des expériences sud américaines dans le recueil des informations provenant des Institutions des micro finances pour la tenue des statistiques fiables pour le développement des états.

Mr Pacifique Issoibeka, le ministre congolais des Finances, le quatrième panéliste a, en ce qui le concerne, parlé du système financier mis en place au sein de la CEMAC (la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) qui s'est inspiré des systèmes mis en place ailleurs. Pour la vision, elle a mis l'accent sur la lutte contre la pauvreté comme objectif final. Et ainsi, la microfinance est présentée comme une solution au problème de la pauvreté dans la zone de l'Afrique Centrale et pour y parvenir une nouvelle réglementation est mise en place, le rôle de l'état est bien défini entre autre celui de la mobilisation et stratégique pour répondre au problème de la pauvreté.

Pour Mr KONAN BANY, gouverneur de la BCEAO, parlant de l'éclosion et du développement de la microfinance dans la sous région de l'Afrique de l'Ouest, il a fallu dans un premier temps mettre de l'ordre dans ce secteur dynamique qui naissait et se développait naturellement en :

- Elaborant une réglementation spécifique au secteur ;
- Mettant en place des mécanismes de surveillance et de contrôle ;
- Appuyant les regroupements des acteurs ainsi que les acteurs eux même pour davantage de professionnalisme ;
- En favorisant le développement des institutions de financement décentralisé par des facilités fiscales ;

Tout cela a permis aux gouvernements d'avoir une vision claire de leurs politiques de développement incluant le micro crédit.

A. 4. 4^{ème} session : Nouveaux partenariat et positionnement des acteurs privés

Pour Maria Nowak, présidente du collectif des acteurs français de la Micro finance, l'histoire de la pauvreté dans le monde est un exercice d'oscillation entre « la potence et la pitié » et celle du développement est un va et vient entre les politiques d'aide et les politiques commerciales souvent défavorables aux pays pauvres. La saga de la finance commence par le banquier qui officiait sur un banc et le crédit, « credere » ou croire en latin, symbolisait la confiance et cela a évolué jusqu'aux banques qui ne prêtent qu'aux riches et exigent des garanties réelles et solides. La microfinance est venue dans certaine mesure dépasser ces clivages entre le social et l'économique en faisant converger l'intérêt de tous les partenaires. Mais pour y parvenir, elle propose de changer nos regards sur ceux qu'on qualifie souvent avec mépris de « pauvres » comme si avoir beaucoup d'argent était la caractéristique principale et naturelle d'un être humain, pendant qu'il existe des hommes et des femmes qu'on peut considérer comme riches d'idées, d'énergie, d'esprit d'entreprendre etc.. En les réduisant à l'état de leurs finances, l'occident se borgne l'esprit et se ferme sans se rendre compte des horizons nouveaux.

Pour elle, les 3 milliards de personnes qui vivent avec moins de 2\$/jour et qui n'ont pas d'accès aux services financiers conventionnel doivent bénéficier d'un regard particulier. Car investir sur la société civile c'est investir sur eux. Elle a essayé de faire un rapprochement entre le développement de la Micro finance et le nouveau regard des entreprises sur ce secteur. En effet, actuellement elle est reconnue comme créateur des richesses, mais aussi comme catalyseur de la consommation, mobilisateur de l'épargne etc.. Il existe à ce jour des termes qui jadis étaient utilisés exclusivement pour la grande entreprise, le terme micromarketing accompagne la microfinance dans la conquête des macro marchés (la Chine, l'Inde et le Brésil). Les trois pays vont compter en décembre 05 plus de 500 millions d'utilisateur de téléphone portable, contre 150 millions aux Etats-Unis ces derniers vont commander l'évolution future des produits et non pas les pays industriels.

La problématique qu'elle pose est celle de savoir s'il faut ouvrir le secteur financier, tel qu'il est à la microfinance ou bâtir un secteur financier ouvert à tous. Et, elle conclut en disant qu'il fallait tout faire pour maintenir la double vocation de la microfinance qui consiste à conjuguer la rigueur financière et l'impact social et de ne pas se jeter de façon trop exclusive dans les bras des banques en laissant au second plan le rôle majeur des intéressés directs et des

organisations non bancaires. D'ailleurs, les grandes innovations financières sont celles qui ont un impact social majeur parce qu'elles sont en résonance avec l'évolution des technologies, de l'économie et de la société.

En conclusion, il faut prendre le meilleur du système commercial et financier conventionnel et l'associer à un système social intégrant comme la microfinance d'après la suggestion de Nachiket Mor (de ICICI bank-Inde).

Pour René Azokli (PADME), il faut faire accéder les IMF aux financements dans certaines mesures, en les faisant bénéficier des taux concessionnels et en les faisant accéder aux prêts commerciaux. Il propose en outre, de faire participer les opérateurs financiers au capital et mettre l'accent sur l'épargne. Pour Georges Coudray (Centre International du Crédit Mutuel/France) le mouvement social de microfinance existait avant le mouvement actuel.

A.5. 5ème Session : *Les secteurs en évolution « le rôle catalyseur des bailleurs de fond »*

Cette session qui consistait à faire ressortir l'importance des bailleurs dans le développement de la microfinance, a vu l'intervention de Mr Jacques Attali de Planet finance qui trouve que la Micro finance n'a pas encore réussi à bien clarifier sa mission auprès des bailleurs, elle n'a pas non plus réussi à démontrer sur un point de vue général son efficacité pour son marketing, elle n'est ni un secteur structuré à proprement parlé et ne possède pas des responsables administratifs qui y répondrait.

Quant à Mr Philippe Etienne du Ministère des Affaires étrangères française, ce dernier stigmatisera sur le rôle catalyseur des bailleurs de fond qui :

- Favorise une consultation poussée entre les institutions des pays du nord, développé, et ceux du sud en développement.
- Favorise l'effet de levier à l'investissement dans la microfinance sans prendre le rôle des institutions de microfinance.
- Favorise la professionnalisation des institutions de microfinance
- Sert de soutiens aux ONG du Sud pour des programmes innovants.

Mr Klaus Tischauser, de ResponsAbility Suisse, quant à lui à essayer de définir le rôle que doivent jouer les bailleurs et ce que le public attend d'eux :

- Prêter en monnaie locale
- Financer les notations dans les agences du nord
- Faciliter l'intervention des migrants
- Au lieu de prêter aux IMF stars, chercher à financer les imf's en développement.

Mr Pierre Marie Boisson(Sogebank- Haïti), a parlé de l'expérience de sa banque qui a créer une filiale spécialisée chargée de la microfinance (sogessol) et fait aussi ses recommandations envers les bailleurs de fond :

- Appui à la gouvernance,
- Participation au risque (garantie partielle de crédit)
- Assistance technique (innovations)
- Financement du rating
- Appui aux autorités de régulation (banques centrales et pouvoir public)

La position de la Triodos du Pays bas a été donné par Mme Marilou Van Goldstein, qui demandera aux bailleurs d'améliorer leurs interventions sur terrain en :

- Facilitant l'augmentation de la capacité de mobilisation des ressources locales.
- Achetant des parts dans les Imf's locaux
- Reprenant des actions dans les Imf's locales.

D'après elle le rôle des bailleurs dans les Imf's changent constamment ainsi l'intervention doit se faire à trois niveaux à savoir micro, méso et macro En conclusion tout cela concours à la mobilisation du marché financier local.

B/ 2ème PARTIE: L'ATELIER PRATIQUE SUR LA FINANCE RURALE

Les contraintes de la finance dans le monde rural et agricole :

- Dispersion territoriale
- Niveau élevé de pauvreté
- Niveau du risque important
- Faible capital humain

La microfinance a innovée en :

- Adaptant son organisation
- Adaptant ses produits (source des migrants, etc..)
- Créant des nouvelles formes de garantie (solidaire, mutualistes, etc..)
- S'engageant dans des nouvelles alliances.

La libéralisation a modifié les conditions de développement des acteurs de l'économie rurale. Ainsi, il y a un besoin de commercialisation de la microfinance

Quelle est la situation actuelle de la microfinance rurale ?

- Absence des réseaux agricoles régionaux qui atteignent l'autonomie ;
- Réseaux régionaux intégrant une multitude d'Imf's isolées ;
- Des zones dépourvues des services financiers (enclavés, pastorales, agro vivriers, etc.)

Nouveaux enjeux

- Comment faire face aux spécificités rurales et agricoles, tout en répondant aux préoccupations des Imf's.
- Comment faire face aux inégalités entre zones rurales (défavorisés et favorisés)
- Quelles alliances pour faire face à ces nouveaux défis.
- Quelles politiques publiques pour les accompagner ?

EXPERIENCE ALBANIEN

- Après les années 1990, chute du communisme
- Petites fermes (1à 2ha) et petit revenu
- Mauvaise expérience du système socialiste
- Peu d'expérience du crédit
- Manque des structures bancaires dans les zones rurales.
- Caractéristique du programme mis en œuvre
- Mise en place d'un système financier coopérative agissant en groupe solidaire
- Situation très mouvant donc faire attention à l'adaptation
- Support sur la tradition (les agents de crédit sont des paysans originaires des lieux)
- Coopération entre parties

Résultat après 10 ans :

- L'impact,
- Enquête sur la pauvreté dans les villages et prise de conscience
- Base du crédit de Imf's en Albanie
- Conditions de vie améliorer
- Développement des PME d'initiative privée

ATELIER N°5 : NOUVEAUX PRODUITS FINANCIERS

Dans cet atelier il s'est agi plus précisément, de la politique d'intégration des nouveaux produits financiers. Et à cet effet, un travail préalable d'information est requis ; des sources formelles et informelles constituent *la première étape*.

2/ La seconde étape est constituée des défis :

- La demande à satisfaire
- Le taux de fidélisation
- La capacité de l'institution à gérer des produits multiples et différents
- La concurrence des institutions qui va récupérer le produit

3/ La troisième étape est celle des opportunités (ou réponses) :

- La quatrième étape est celle des procédures à adoptés pour y répondre et cela au regard des clients ;
- L'accessibilité (simple à comprendre et à acquérir)
- La sécurisation (institutionnelle et du produit)
- La confidentialité (discrétion)
- La relier les produits (prêt pour la scolarisation des enfants p. exemple)
- Le bon service clientèle
- Le service abordable et transparent
- La rapidité de décision (épargne, crédit etc...)

4/ Comment le faire :

- D'abord inventorier les produits existants
- Bien comprendre l'environnement macro économique
- Etude du marché
- Mise en place d'un prototype à tester auprès de l'équipe et auprès des clients
- Mise en place du système (formation personnelle, IMF et client)
- Connaître le coût du produit
- Le prix
- Test pilote sur les clients
- Déploiement du produit à tous les niveaux
- Réviser les résultats (évaluation périodique du résultat)
- Et refaire une évaluation etc...

Planification et programmation des nouveaux produits

1. Etudes des expériences des autres institutions

- Améliorer les produits existant après les avoirs étudiés
- Capacité de l'institution de gérer les différents produits et pour cela il faut une formation du personnel et un marketing bien outillé
- Il faut créer des alliances et partenariat avec les autres opérateurs (de la même nature ou de nature différente)
- Faire attention à la prolifération des nouveaux produits
- Assurer le succès et le résultat en général
- Etre patient

2. Expérience Mauritanien : « *Beit el Mal* »

Est la composante crédit d'un programme de développement en Mauritanie ayant comme vision la participation au renforcement des capacités économique et à l'amélioration du bien être des populations. Et comme mission celui d'offrir des services financiers tournés vers l'habitat et les produits qui sont offerts sont l'Habitat subventionné ou non, des équipements fiables, des micro crédits solidaires et individuels et collecter l'épargne.

- **Contexte du site au lancement du programme ;** une urbanisation rapide de 1 à 30 en 10 ans, une formation des quartiers spontanés, début de la sécurisation foncière, un besoin exprimé pour un habitat.
- **De quoi parle-t-on ?** D'un financement pour l'amélioration des habitations des pauvres, épargne préalable, des crédits successifs (de faibles montant pour peser moins sur l'emprunteur et couplé avec une aide publique pour des catégories très pauvres de la population), le renforcement des activités économiques en vue de faciliter la mobilisation de l'épargne et le remboursement des crédits, la promotion du matériel locale.
- **En quoi peut-il intéresser les IMF's sous d'autres cieux ?**
La situation de concurrence, le financement de l'habitat spécifique urbaine, fidélisation.
- **Contraintes ;**
La dépendance des subventions publiques, la contrainte institutionnelle (règlement etc.), la diversification des besoins, les montants des crédits parfois élevés.
- **Ce qu'il faut savoir pour s'y lancer ;**
Quelle est la situation foncière des habitants cibles, quel est la politique en matière d'habitat, quels sont les types de demandes,

quels sont les pratiques d'auto construction des habitants, quelles sont les niveaux de standardisation des produits et montants nécessaires, quels sont les capitaux nécessaires, l'*Imf* a-t-elle les moyens de garantir l'accompagnement du crédit, quelles garanties l'*Imf* peut elle appliquer, l'*Imf* est elle autorisée à lever l'épargne ?

- A côté de l'expérience Mauritanien, on a exposé d'autres expériences tels que « *IAMED/INDE* » concernant la micro assurance, l'expérience Malien « *CVECA/MALI* » concernant le transfert des fonds des migrants (en Europe) vers les villages.

RECOMMANDATIONS

En dehors des aspects de politique générale la conférence de Paris a constitué un grand forum d'échange d'expérience et de confirmation des théories développées dans les différentes *Imf* s présentent :

1. L'importance des acteurs à se concentrer sur des nouveaux marchés non desservis (secteur rural, Pme, Personnes plus pauvres)
2. Le développement des nouveaux produits en agissant au niveau des *Imf*'s et aussi au niveau de l'environnement
3. L'utilisation des nouvelles technologies, des investissements conjoints ainsi que des garanties structurées (opérations de refinancements d'*Imf*'s et titrisation)

Pour ce qui est du RIFIDEC, la grande leçon qu'il faut en tirer est l'importance d'une collaboration de tous les acteurs du secteur dans notre pays qui est le gage d'une intégration de tous les opérateurs ; ainsi que l'importance de la mise sur pied, au niveau interne, d'une commission chargée des nouveaux produits financiers et des services non financiers aux fins d'améliorer l'intervention de nos membres sur l'environnement micro financier congolais.

KISOLOKELE Alphonse

Président du RIFIDEC

This document was created with Win2PDF available at <http://www.daneprairie.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.